

DÉFENSE ET OPINION PUBLIQUE EUROPÉENNE

L'exploitation des enquêtes Eurobaromètres de la Commission européenne, réalisées deux fois par an depuis les années 1970, et des enquêtes d'opinion de la DICO⁽¹⁾ sur longue période, permet d'appréhender l'évolution du sentiment des citoyens sur leur armée et leur opinion au sujet de la politique de défense européenne. C'est au Royaume-Uni et en France que l'armée bénéficie du plus grand capital de confiance. La Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC⁽²⁾) acquiert quant à elle la faveur de près des trois quarts des Européens interrogés au printemps 2015. Concernant la politique de défense française, la récente montée des menaces et les attentats terroristes survenus sur le territoire français ou dans des pays voisins conduit les Français à juger la situation sécuritaire actuelle comme largement propice à une augmentation du budget français de la défense.

Dans un contexte de résurgence de menaces d'attentats terroristes sur le territoire européen, il est intéressant de déterminer quel degré de confiance accordent les citoyens à leur armée nationale, et dans quelle mesure ils sont favorables à la mise en œuvre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC, anciennement Politique Européenne de Sécurité et de Défense, PESD), dont l'un des objectifs est de déboucher, à terme, sur la constitution d'une défense commune.

L'une des difficultés majeures que peut rencontrer la mise en œuvre de cette politique européenne de défense peut résulter d'opinions divergentes entre les États membres sur les missions et le statut à accorder à une telle entité. Néanmoins, l'armée est l'une des institutions dans lesquelles les citoyens des principaux pays européens éprouvent la plus grande confiance, d'un degré encore grandissant depuis la vague d'attentats qui a frappé plusieurs pays européens ces deux dernières années. Dans l'ensemble des pays européens, la majorité des citoyens sont favorables à l'instauration d'une politique européenne de défense. Des divergences sur les principales préoccupations des citoyens et sur la perception des dépenses de la Commission européenne subsistent toutefois entre les différents États membres.

CONFIANCE DANS L'INSTITUTION MILITAIRE

Que ce soit dans les grands pays européens ou pour l'ensemble des pays de l'Union européenne, une grande majorité des personnes interrogées dans les Eurobaromètres ont confiance dans l'armée de leur pays et placent la confiance dans cette institution au premier rang, devant la police et l'institution judiciaire. (**Figure 1**). En mai 2016, la moyenne européenne (UE 28) se situe à 73 % des enquêtés qui déclarent avoir confiance dans l'armée.

Cette confiance dans l'armée est la plus forte au Royaume-Uni (88 % en mai 2016), devant la France (86 %). La France est le pays européen où la confiance dans l'armée a le plus progressé sur la décennie (+ 20 points), suivi par des pays comme la Belgique (+ 15 points), l'Irlande (+ 14 points) (**Figure 2**).

Depuis 2000, le niveau de confiance dans l'armée en France a rejoint le niveau britannique, même si l'écart moyen est de 10 points entre les deux pays sur la période 2000-2016 (**Figure 3**).



Cathy DOLIGNON

Chargée d'études économiques à
l'Observatoire Économique de la Défense.

Christian CALZADA

Secrétaire Général de
l'Observatoire Économique de la Défense.

L'Observatoire Économique de la Défense diffuse EcoDef par messagerie électronique (format pdf).

Si vous êtes intéressé par cette formule, veuillez adresser un courriel à :

daf.oed.fct@intra.def.gouv.fr

Découvrez toutes les publications du secrétariat général pour l'administration sur :

Internet :
www.defense.gouv.fr/sga

Intranet :
www.sga.defense.gouv.fr

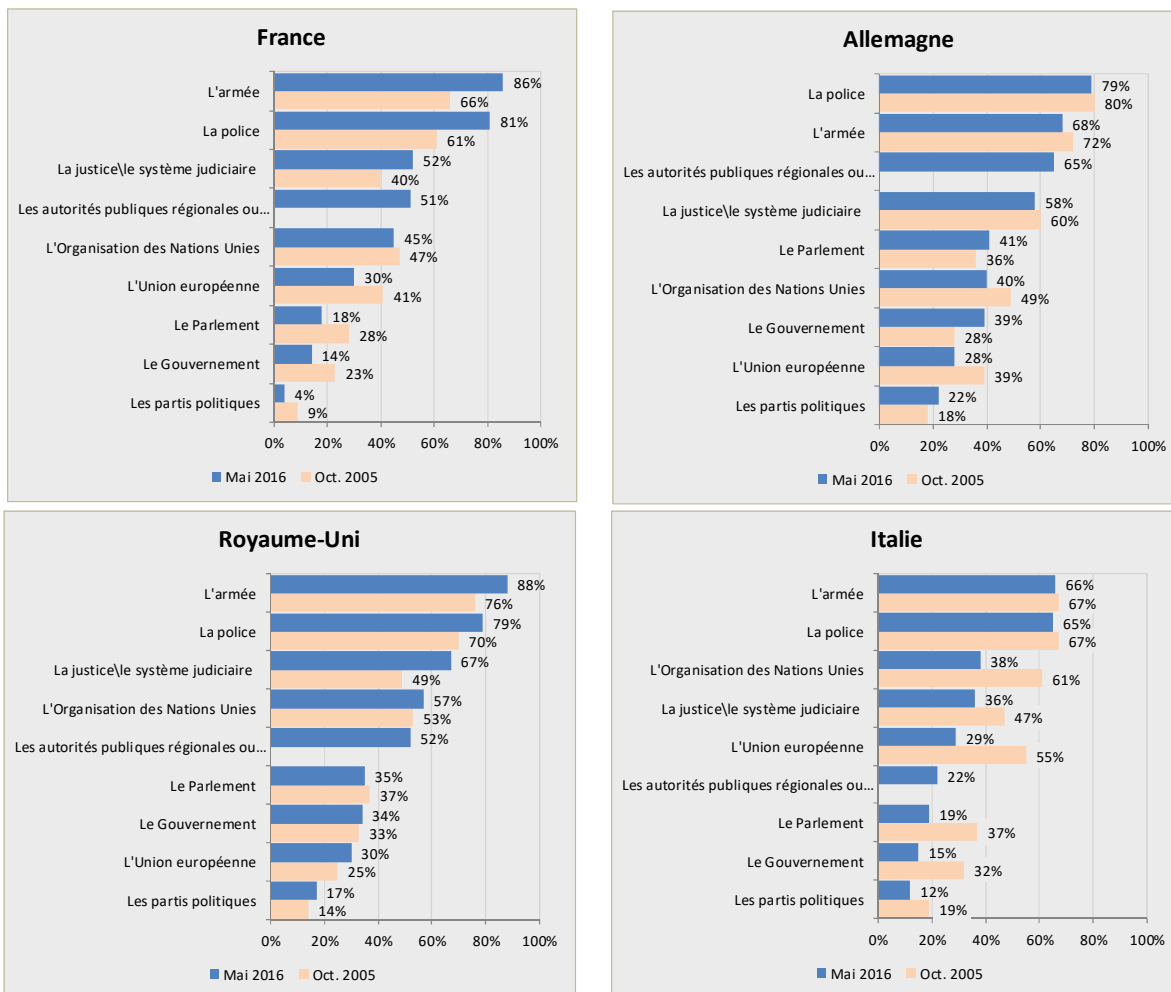


(1) Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense, Ministère de la Défense.

(2) La politique de sécurité et de défense commune (PSDC, anciennement politique européenne de sécurité et de défense, PESD) donne à l'Union européenne la possibilité d'utiliser des moyens militaires ou civils destinés à la prévention des conflits et à la gestion des crises internationales. Elle fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESD).

Figure 1 : Confiance dans les institutions dans les grands pays européens (Octobre 2005 / Mai 2016)

% personnes interrogées ayant plutôt confiance

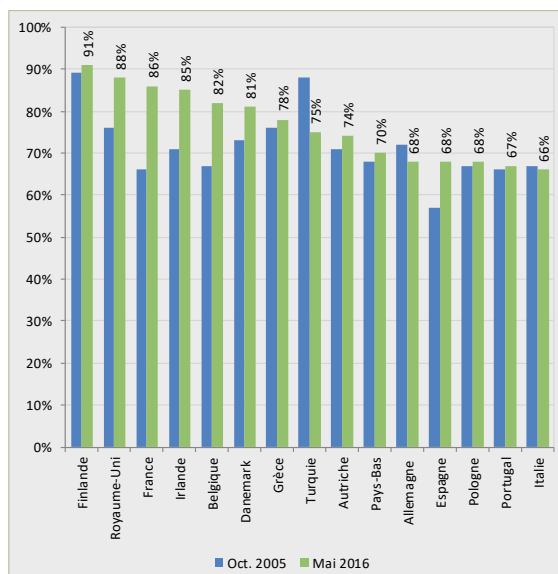


" Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle".

Source : Eurobaromètres Standards, Commission Européenne.

Figure 2 : Confiance dans l'armée par pays (Octobre 2005 / Mai 2016)

% personnes interrogées ayant plutôt confiance

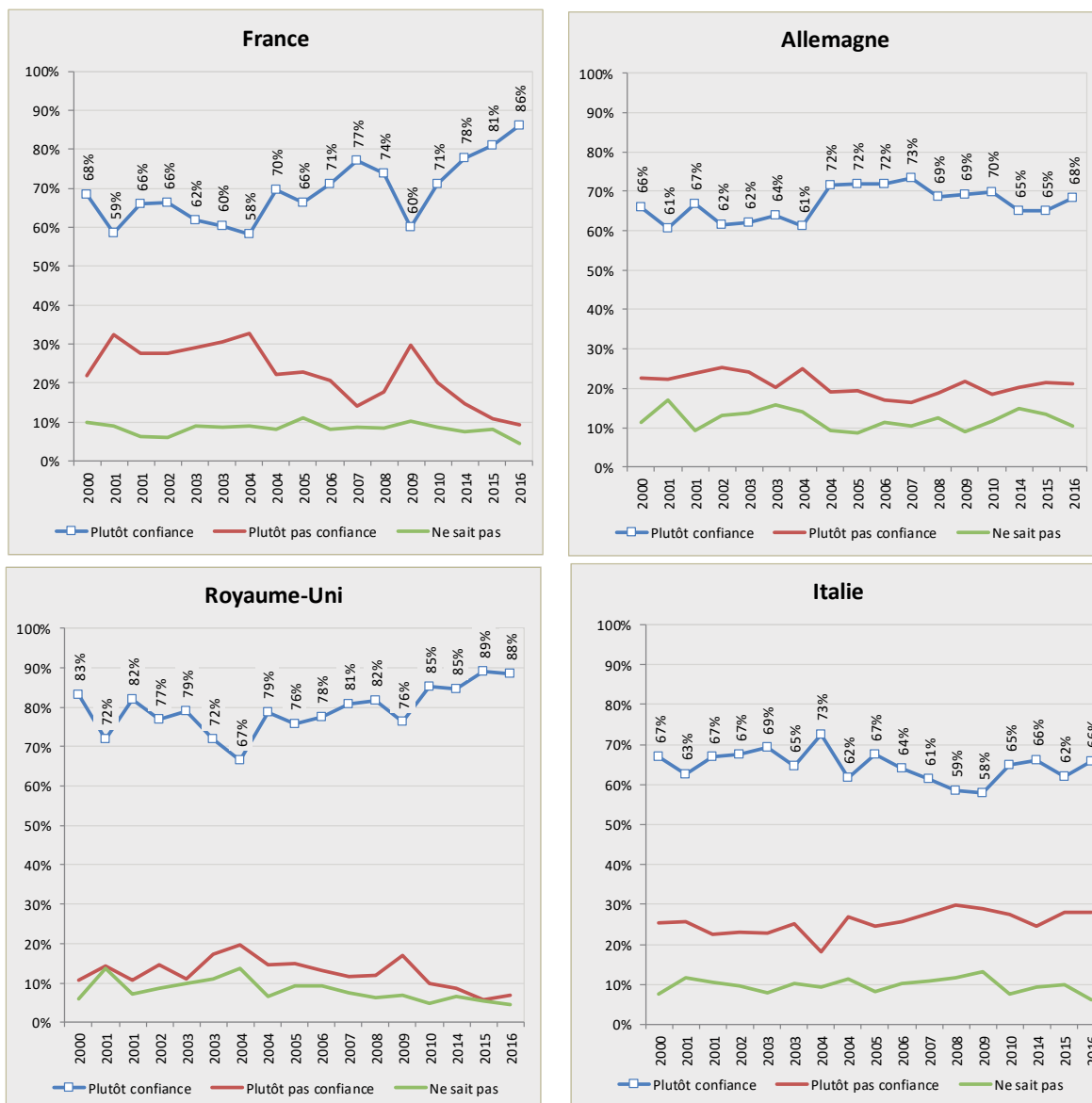


" Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'armée"

Source : Eurobaromètres Standards, Commission Européenne.

Figure 3 : Confiance dans l'armée dans les grands pays européens

% personnes interrogées



"Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'armée".

Source : Eurobaromètres Standards, Commission Européenne.

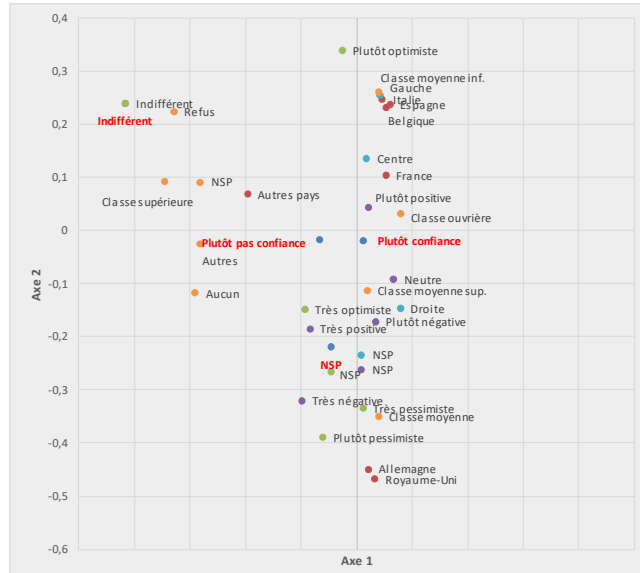
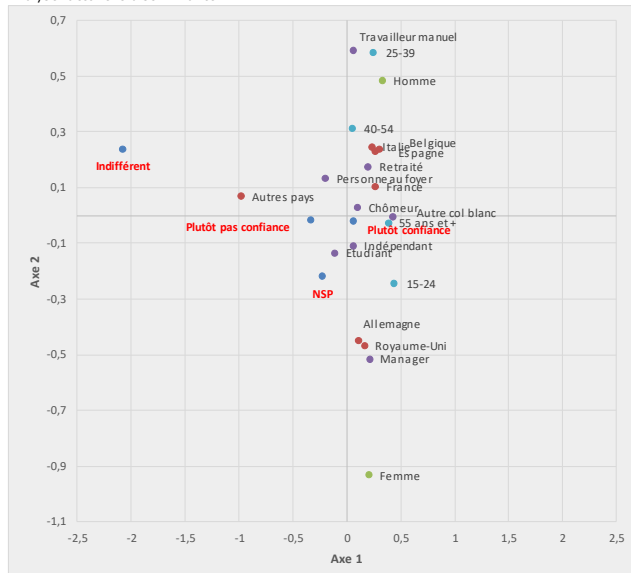
On peut distinguer⁽³⁾ les grands pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique) qui ont plutôt confiance dans l'armée (**Figure 4**), des autres pays européens qui n'ont plutôt pas confiance dans l'institution ou sont indifférents. Au sein des grands pays européens, des pays comme l'Italie, la Belgique, l'Espagne, la France, la confiance dans l'armée concerne majoritairement des hommes, âgés de 25-54 ans, de la classe moyenne inférieure, plutôt optimistes dans le futur de l'UE ; alors qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni, il s'agit plutôt de femmes, managers ou de la classe moyenne, pessimistes quant à l'avenir de l'UE.

« Toutes choses égales par ailleurs »⁽⁴⁾, en mai 2015, être de sexe masculin influe positivement sur la probabilité d'avoir confiance dans l'armée en France. La différence entre sexes est de 8 points en France, contre seulement 2 points dans l'UE 28. L'appartenance sociale et politique, ainsi que l'opinion sur le futur de l'UE jouent positivement sur le degré de confiance (**Figure 5**).

(3) L'analyse factorielle discriminante ou analyse discriminante descriptive vise à décrire et à expliquer l'appartenance des observations à des groupes prédéfinis à partir d'un ensemble de variables explicatives.

(4) Régression logistique : technique de modélisation qui vise à prédire et expliquer les valeurs d'une variable catégorielle binaire (variable à prédire, variable expliquée, variable dépendante, attribut classe, variable endogène) à partir d'une collection de variables continues ou binaires (variables prédictives, variables explicatives, variables indépendantes, descripteurs, variables exogènes).

Figure 4 : Confiance dans l'Armée : des différences entre pays européens
Analyse factorielle discriminante.



Les deux premiers axes représentent 70% de l'inertie du nuage.

"Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'armée"

Source : Eurobaromètre Standard 83.3, mai 2015, Commission Européenne.

Figure 5 : Confiance dans l'armée (Mai 2015)

Résultats de la régression logistique binaire sur la probabilité d'avoir confiance dans l'armée.

Variable	France		Royaume-Uni		Allemagne		UE 28	
	Paramètre estimé	Écart-type	Paramètre estimé	Écart-type	Paramètre estimé	Écart-type	Paramètre estimé	Écart-type
Constante	ns		-1,04	0,60	ns		-0,59	0,13
15-24 ans	ns		ns		ns		ns	
25-39 ans	ns		ns		ns		-0,09	0,04
40-54 ans	ns		ns		ns		ns	
Homme	0,30	0,18	ns		ns		ns	
La classe moyenne de la société	1,31	0,50	ns		0,48	0,29	0,34	0,07
La classe ouvrière de la société	1,39	0,52	ns		0,62	0,30	0,34	0,07
La classe moyenne inférieure de la société	1,13	0,52	0,95	0,39	0,57	0,31	0,34	0,07
La classe moyenne supérieure de la société	2,37	0,72	ns		0,60	0,34	0,38	0,08
La classe la plus élevée de la société	ns		1,93	1,11	ns		0,39	0,15
Retraité	ns		0,87	0,38	ns		ns	
Travailleur manuel	ns		0,70	0,35	ns		-0,11	0,06
Autre col blanc	ns		ns		ns		-0,18	0,06
Manager	ns		0,75	0,38	ns		ns	
Chômeur	ns		ns		ns		-0,19	0,06
Indépendant	ns		ns		ns		-0,22	0,07
Etudiant	ns		ns		ns		ns	
Echelle politique - Centre	0,76	0,25	1,20	0,23	0,65	0,19	0,33	0,03
Echelle politique - Gauche	ns		0,45	0,24	0,42	0,19	0,09	0,04
Echelle politique - Droite	1,53	0,32	1,57	0,32	0,69	0,24	0,37	0,04
Image de l'UE plutôt positive	ns		ns		ns		0,61	0,10
Image neutre de l'UE	ns		ns		ns		0,35	0,10
Image de l'UE plutôt négative	ns		ns		ns		0,19	0,11
Image très positive de l'UE	ns		ns		ns		0,61	0,11
Image très négative de l'UE	ns		ns		-1,20	0,67	ns	
Opinion plutôt optimiste du futur de l'UE	1,11	0,35	0,56	0,27	0,42	0,25	0,77	0,03
Opinion plutôt pessimiste du futur de l'UE	0,81	0,35	0,85	0,29	ns		0,33	0,04
Opinion très optimiste du futur de l'UE	ns		ns		0,74	0,37	0,90	0,06
Opinion très pessimiste du futur de l'UE	ns		0,65	0,39	ns		0,12	0,06
Nombre d'observations	997		1 306		1 554		32 868	

ns : non significatif.

Significativité au seuil de 1%.

Significativité au seuil de 5%.

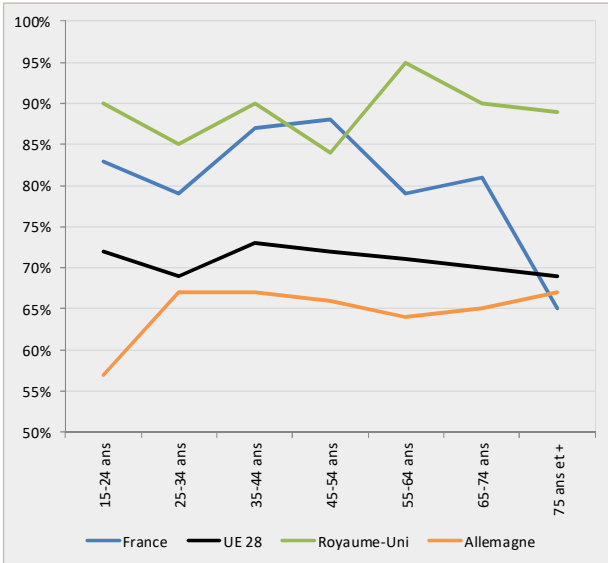
Significativité au seuil de 10%.

"Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'armée"

Source : Eurobaromètre Standard 83.3, mai 2015, Commission Européenne.

Figure 6 : Confiance dans l'armée et âge (Mai 2015)

% des personnes interrogées qui ont plutôt confiance dans l'armée.

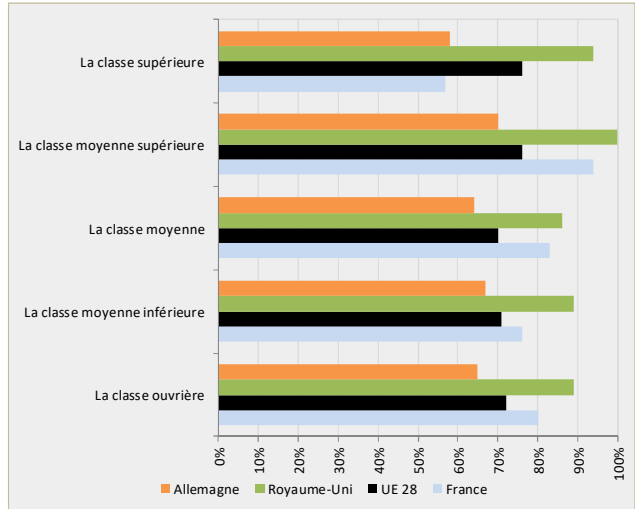


" Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'armée"

Source : Eurobaromètre Standard 83.3, mai 2015, Commission Européenne.

Figure 7 : Confiance dans l'armée et appartenance sociale (Mai 2015)

% des personnes interrogées qui ont plutôt confiance dans l'armée



" Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'armée"

" Vous considérez-vous et votre foyer comme appartenant à ..."

Source : Eurobaromètre Standard 83.3, mai 2015, Commission Européenne.

Au niveau de l'UE 28, quelques facteurs jouent négativement sur la confiance dans l'armée : être « autre col blanc », chômeur, indépendant, travailleur manuel ou âgé entre 25-39 ans. Avoir une image négative de l'UE joue négativement sur la probabilité d'avoir confiance dans l'armée en Allemagne.

La confiance dans l'armée en France diminue avec l'avancée en âge après 45 ans. La confiance en Allemagne atteint seulement 57 % chez les 15-24 ans, contre 72 % au niveau européen (Figure 6).

Il existe peu de différences entre classes d'appartenance sociale au sein de l'UE 28 et en Allemagne. La confiance est forte au Royaume-Uni comme en France dans la classe moyenne supérieure (Figure 7).

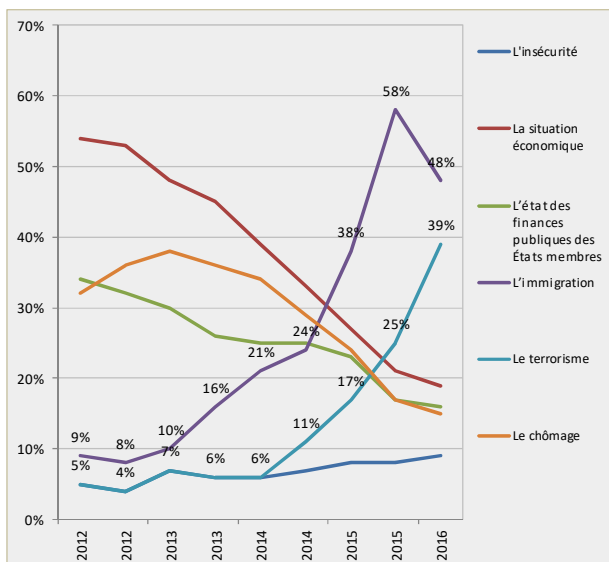
MONTÉE DE LA MENACE TERRORISTE

Depuis 2015, l'immigration et le terrorisme arrivent en tête des principales préoccupations des citoyens européens (Figure 8). En mai 2016, près de la moitié des Européens considèrent que l'immigration constitue l'un des deux principaux problèmes auxquels doit faire face l'UE actuellement (48 %). Après une progression de 14,4 points par rapport à 2015, le terrorisme est désormais cité par 39 % des Européens, en seconde position des préoccupations les plus importantes, devant les préoccupations sur la situation économique (19,3 %).

Après une longue période au cours de laquelle le terrorisme ne faisait pas partie des principales préoccupations des citoyens européens, on observe une nette évolution de cette préoccupation chez les citoyens des principaux pays européens, et au niveau de l'UE dans son ensemble, dès la fin 2014. Cela peut être directement expliqué par les attentats meurtriers perpétrés au sein de plusieurs pays (France, Allemagne, Belgique) ces deux dernières années, et par la montée de la perception des risques terroristes les années précédentes (couverture médiatique des conflits au Moyen-Orient et du terrorisme islamiste).

Figure 8 : Les principales préoccupations des citoyens européens

% réponses des personnes interrogées



" A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ? "

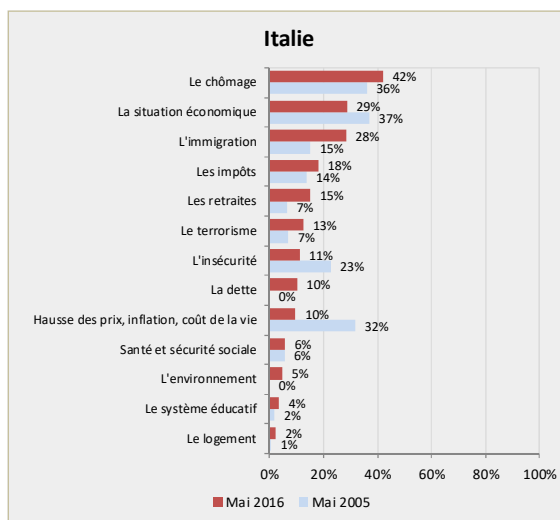
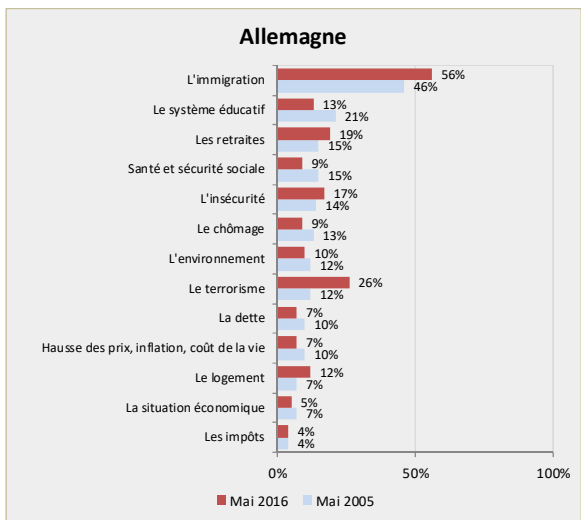
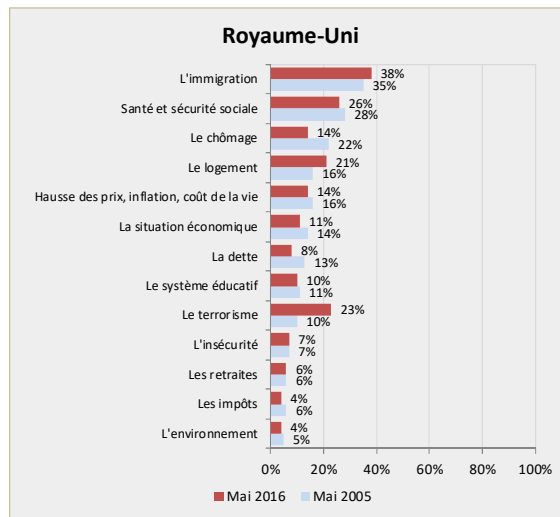
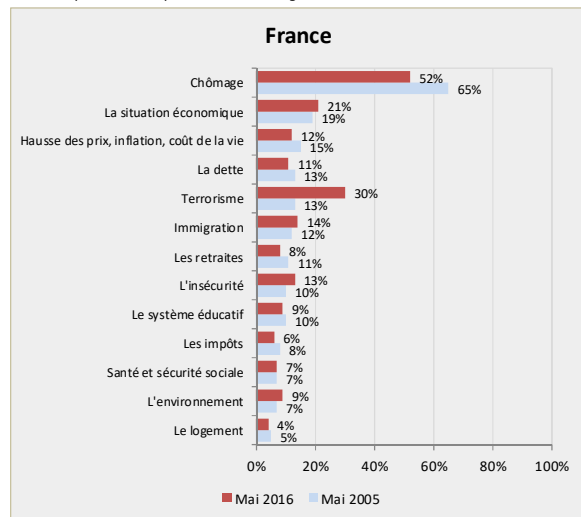
Source : Eurobaromètres Standards, Commission Européenne.

Cette montée de la préoccupation des citoyens européens envers la menace terroriste s'observe également au sein de chaque pays. Entre mai 2005 et mai 2016, cette préoccupation a progressé de 17 points en France, 14 points en Allemagne et 13 points au Royaume-Uni. Elle constitue en mai 2016, la deuxième principale préoccupation des Français (30 %), derrière le chômage (52 %). L'immigration arrive en tête des problèmes en Allemagne et au Royaume-Uni (Figure 9).

Il convient de noter que les deux pays dans lesquels la menace terroriste est la plus fortement ressentie (France et Royaume-Uni), sont aussi les deux pays dont la population exprime la plus grande confiance dans son armée.

Figure 9 : Évolution des principales préoccupations dans chaque grand pays (Mai 2005 / Mai 2016)

% des réponses des personnes interrogées



" A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays actuellement ? "

Source : Eurobaromètres, Commission Européenne.

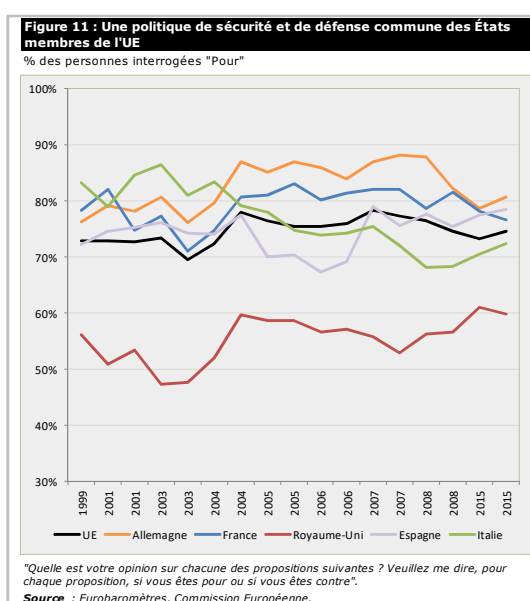
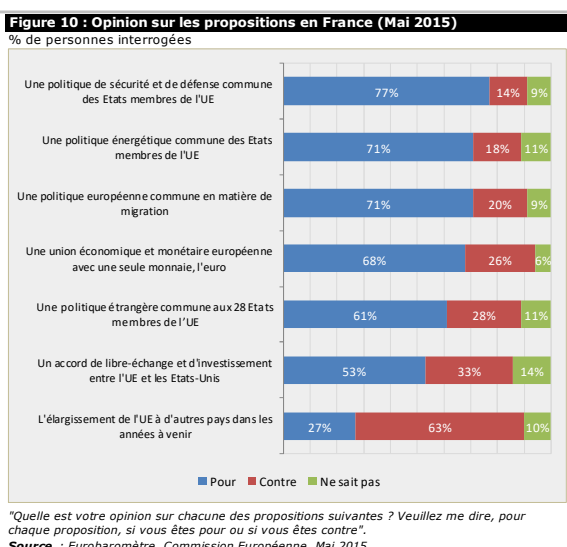
POUR UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

Au printemps 2015, près des trois quarts des Français interrogés (74 % contre 77 % dans l'UE 28) se déclaraient en faveur d'une politique de sécurité et de défense commune des 28 États membres de l'UE, alors que 14 % (resp. 15 %) y étaient opposés, 9 % (resp. 8 %) n'exprimant pas d'opinion. Cette proposition était aussi celle qui recueillait le plus d'adhésion (**Figure 10**).

Le soutien en France au principe d'une politique européenne de sécurité et de défense commune est assez stable dans le temps depuis l'automne 2004, variant autour de 80 % (**Figure 11**). En raison de la forte augmentation des préoccupations des Européens concernant la menace terroriste dans l'UE ces deux dernières années, l'on aurait pu s'attendre à une hausse des réponses favorables à une politique de sécurité et de défense commune.

Dans tous les États membres, la majorité des personnes interrogées est en faveur d'une politique européenne de sécurité et de défense (PSDC) commune au sein de l'Union européenne (**Figure 12**).

Au printemps 2015, l'engouement pour la PSDC est le plus marqué en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Espagne et en Belgique, ainsi que dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et en Pologne. A l'inverse, les pays dans lesquels les personnes interrogées sont les plus réticentes à cette politique sont principalement les pays scandinaves (Danemark, Suède, Finlande) et anglo-saxons (Royaume-Uni, Irlande).



LES SONDAGES DE LA DICoD (MINISTÈRE DE LA DÉFENSE)

La Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICoD) assure la cohérence des actions d'information et de relations publiques sur la politique de défense, et contribue à l'intégration des armées dans la Nation. Elle gère l'image des armées et leur communication à travers les médias. Elle garantit la cohérence juridique et financière des organismes d'information et de communication (les services d'informations et relations publiques des armées) placés auprès des chefs d'état-major, du délégué général pour l'Armement et des autres directions et services du ministère de la Défense. Elle conforte la place des organismes chargés de l'information et de la communication au sein du ministère de la Défense. Elle permet au délégué, qui a rang de directeur d'administration centrale, et au délégué adjoint, officier général, de jouer un rôle accru dans la coordination des actions menées par les différents organismes d'information et de communication, sur la base d'un schéma directeur de communication du ministère de la Défense qu'elle a préparé.

En son sein, le département « Stratégie » conçoit et pilote la communication du ministère de la défense (notamment toute problématique ayant un impact à l'international, en interallié), gère sa mise en œuvre et en évalue les résultats. Au plan international, il accompagne et soutient la politique de défense française par le biais du réseau des attachés de défense près des postes diplomatiques français et étrangers. Enfin, il organise et anime les stages de formation au profit du personnel de la défense en charge de la communication. Il dispose, depuis les années 1970, des réactions et perceptions de l'opinion publique face aux événements liés à la défense.

Le Ministère de la défense possède ainsi une source d'information unique permettant de comprendre l'état d'esprit général prévalant en France au cours des trente dernières années, et plus particulièrement à certaines périodes-clés de notre histoire récente. Les résultats de ces sondages sont disponibles en ligne sur le site internet du ministère de la défense.

Concernant plus précisément la vision des Français sur la politique de défense européenne, les sondages de la DICOd précisent les attentes des Français (**Figure 13**).

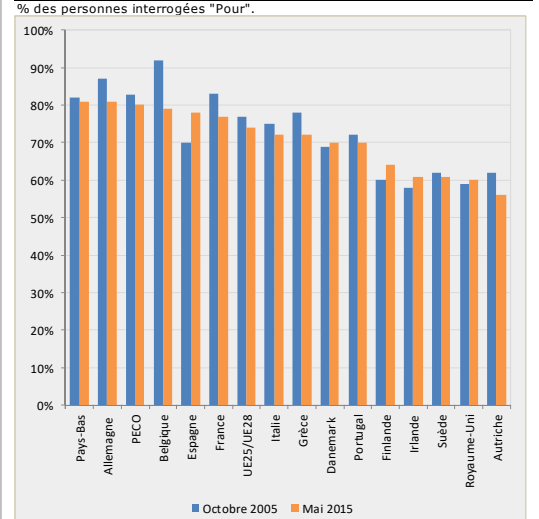
Ainsi, on peut noter que lors du dernier sondage du printemps 2016, les Français désignent comme priorité absolue de la politique européenne de défense la participation commune entre États membres aux opérations extérieures visant à lutter contre les organisations terroristes, dans un contexte de résurgence de la menace terroriste et des attentats meurtriers en France et en Europe. Cette nouvelle priorité accordée à la lutte contre le terrorisme apparaît comme une rupture par rapport aux vagues de sondages précédentes : la mutualisation des moyens militaires apparaissait jusqu'alors comme très proche de l'objectif premier d'interventions extérieures.

Également interrogés sur la définition de la politique européenne de défense pour les années à venir, la majorité des Français sont favorables en 2016 à la mutualisation des moyens de défense conventionnels et non conventionnels (forces nucléaires) pour assurer au mieux la sécurité en Europe (**Figure 14**). Deux ans plus tôt (sondage 2014), les Français étaient pourtant mitigés au sujet de la mutualisation des forces classiques et nucléaires dans le cadre d'une défense européenne. On peut ainsi supposer que la montée de la menace terroriste sur le territoire français ait accru le niveau d'ambition que placent les Français sur les mesures de défense à adopter.

On peut également constater que lors du sondage de 2016, le nombre de personnes interrogées ne souhaitant pas exprimer leur avis sur la question de la politique de défense commune a nettement chuté, passant de 22 % sur la période 2013 à 2015 à 12 % en 2016. Cela atteste de la plus grande participation des Français au débat sur la Défense, en particulier depuis les attentats meurtriers perpétrés en France, qui ont eu comme conséquences indirectes de sensibiliser les citoyens français aux missions de la défense et de l'armée.

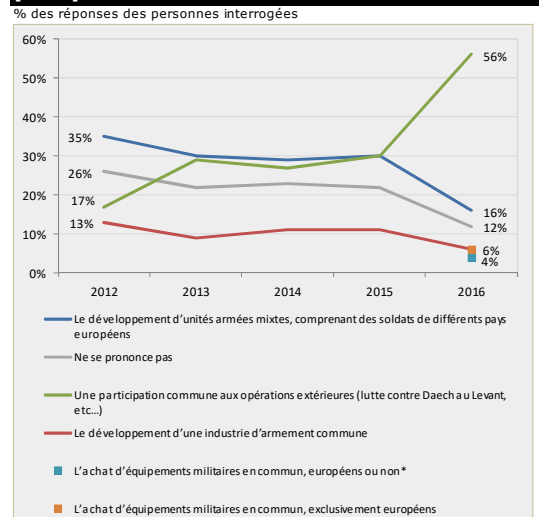
Au total, la montée récente des craintes face au terrorisme ne s'est pas traduite par une volonté beaucoup plus forte des citoyens européens de voir se constituer une véritable PSDC européenne, ce qui s'explique par la proportion déjà très élevée de citoyens européens souhaitant voir se dessiner une politique commune de défense. Les sondages de la DICOd (Ministère de la défense) sur la France laissent apparaître un durcissement récent de l'opinion des Français sur les actions à mener à travers la politique de défense européenne, en réaction aux attentats meurtriers qui ont touché la France ces deux dernières années.

Figure 12 : Vers une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'UE



"Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre : Une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'UE".
Source : Eurobaromètres, Commission Européenne.

Figure 13 : Les actions prioritaires à mener pour l'Europe de la Défense [France]



"Pour l'Europe de la Défense, qu'est-ce que la France devrait, selon-vous, promouvoir au niveau européen de façon prioritaire ?".
* Nouveaux items : précédemment un item « l'achat d'équipements militaires en commun » englobait les deux, ce qui ne permet pas de dresser un historique.
Échantillon de 1053 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.
Enquête réalisée par Ifop du 9 au 12 mai 2016 par questionnaire auto-administré online.
Source : baromètre externe de la Défense, juin 2016 (IFOP-DICOd).

BUDGET DE LA DÉFENSE : ENTRE PERCEPTIONS, ATTENTES ET RÉALITÉ

Trois interrogations dans les Eurobaromètres (2008, 2011, 2015) ont porté sur la perception des citoyens européens sur le budget de l'Union européenne⁽⁵⁾. Il est intéressant de confronter les attentes des personnes interrogées sur les dépenses budgétaires européennes, leur perception de ce qu'elles sont, et la réalité des dépenses. En parallèle, la DICOd (Ministère de la défense) effectue chaque année un sondage auprès d'un échantillon de citoyens français et les interroge précisément sur leur perception du budget annuel français de la défense et de son évolution.

(5) Une étude complémentaire pourrait être menée sur la confrontation de la perception des budgets par domaine et la dépense effective effectuée par les Etats et l'UE.

Perceptions sur l'utilisation du budget de l'UE

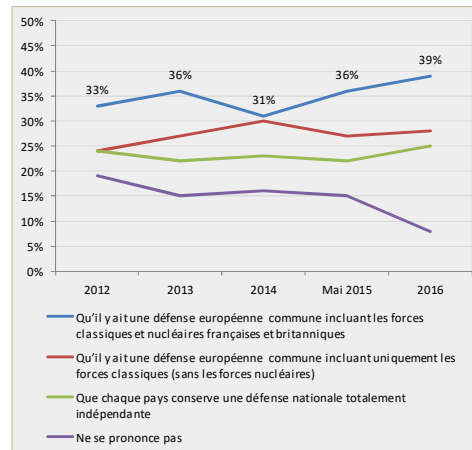
Lors du sondage du printemps 2015, le poste « frais administratifs et frais de personnel, bâtiments » est perçu comme le premier poste de dépenses de l'Union européenne (32 %), un résultat stable par rapport au printemps 2011. La « croissance économique » est au deuxième rang des domaines auxquels l'Union européenne consacre son budget aux yeux des Européens (26 %), la « défense et la sécurité » reste au troisième rang (22 %) (Figure 15). La réalité est différente : en 2015, les deux premiers postes budgétaires sont en effet la « croissance durable / ressources naturelles » (39,3 % des crédits d'engagements) et la « cohésion économique, sociale et territoriale » (37,2 %) ; « l'administration » (5,3 %) et la « sécurité et citoyenneté » (1,6 %) arrivent loin derrière.

En ce qui concerne la perception des Français, le poste « défense et sécurité » arrive également en troisième position au printemps 2015, derrière l'« aide aux pays voisins de l'UE, y compris les pays candidats » et les « frais administratifs et frais de personnel, bâtiments », une position qui n'a pas évolué depuis 2011. Ce poste arrive également au troisième rang des perceptions chez les Britanniques (en recul de 4 points), mais seulement au septième rang des perceptions des Allemands (en recul de 8 points par rapport à 2011)

Attentes et perceptions des citoyens vis-à-vis de l'utilisation du budget de l'UE

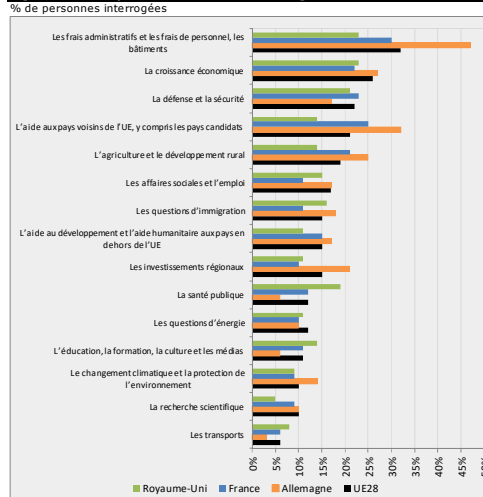
En mettant en perspective les perceptions des Européens et leurs attentes à l'égard du budget de l'Union européenne, on constate qu'il existe un écart significatif entre l'importance que les Européens souhaiteraient (attentes) que le budget de l'UE accorde aux questions sociales et d'emploi, de santé et d'éducation et celle qu'ils estiment (perceptions) que ces domaines occupent aujourd'hui. Sur la défense et la sécurité, les attentes sont plutôt en cohérence avec les perceptions (19 % d'attentes, pour 22 % de perceptions) dans l'UE28, comme dans les grands pays (Figure 16).

Figure 14 : Dans les années à venir, souhaitez-vous ... [France] % de personnes interrogées



Échantillon de 1053 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Enquête réalisée par Ifop du 9 au 12 mai 2016 par questionnaire auto-administré en ligne. Source : baromètre externe de la Défense, juin 2016 (IFOP-DICoD).

Figure 15 : Perceptions sur l'utilisation du budget de l'UE en 2015 % de personnes interrogées



* A votre avis, dans lequel des domaines suivants l'UE utilise-t-elle la plus grande partie de son budget ?*. Quatre réponses maximum. Source : Eurobaromètre Standard 83, printemps 2015.

LES EUROBAROMÈTRES

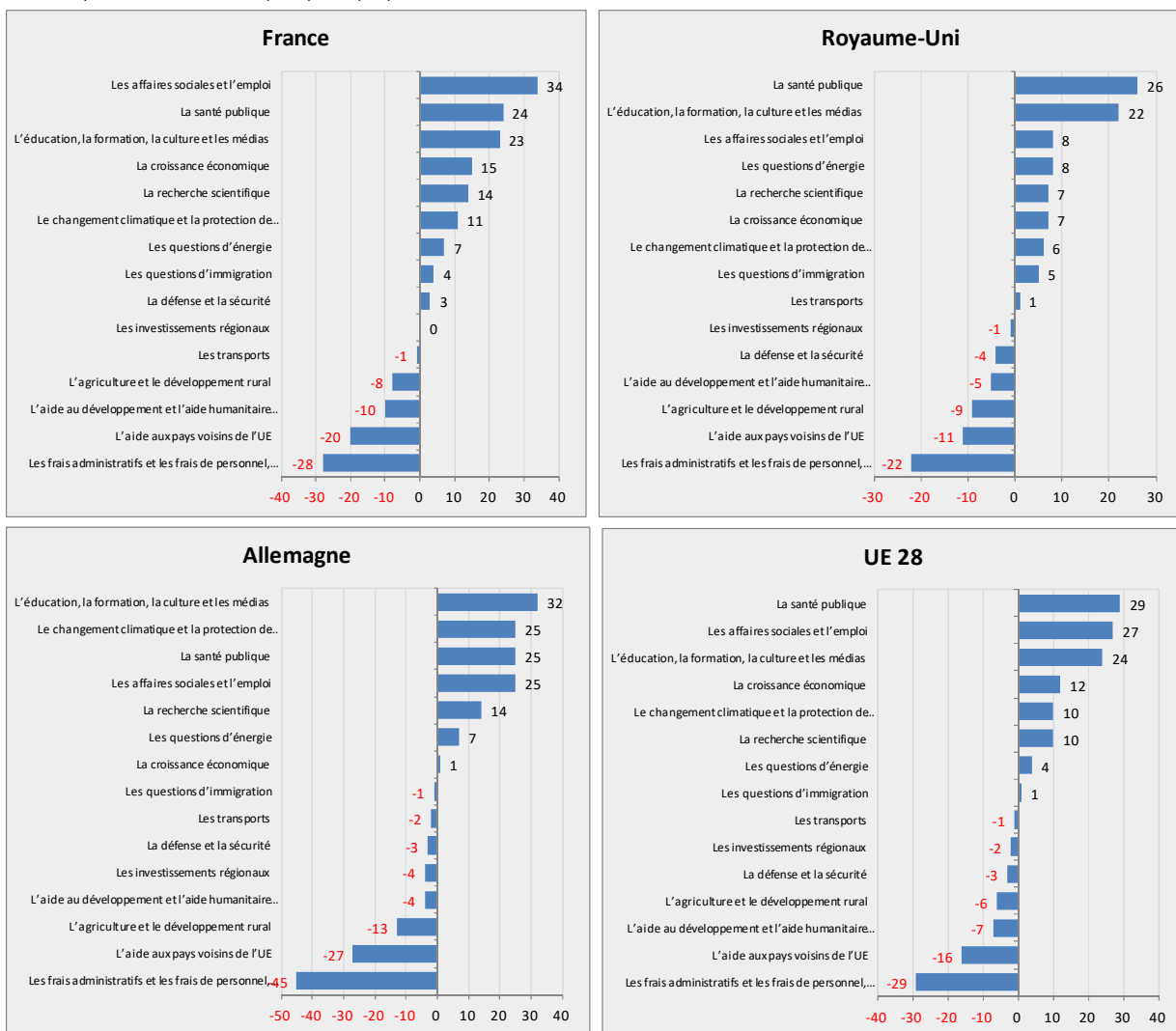
La Commission européenne ausculte les évolutions de l'opinion publique européenne depuis plus de trente ans au travers du programme de sondages semestriels baptisé Eurobaromètre (EB). Le premier Eurobaromètre a lieu au printemps 1973. À partir de cette date, il y aura une vague d'enquêtes sans interruption tous les six mois, au printemps et à l'automne. Les Eurobaromètres sont des études d'opinion réalisées à l'échelle de l'Union européenne (et, parfois, des pays candidats) et pilotées par la direction générale « Communication ». Depuis plus de trente ans, ces enquêtes permettent de mesurer la force et l'évolution du sentiment européen dans les différents pays de l'Union, de comprendre les rapports que les citoyens entretiennent avec la politique, de dégager les traits communs des cultures nationales et ce qui continue de les différencier.

A quoi servent les Eurobaromètres ?

Ces sondages et études constituent une source d'information unique sur la perception de très nombreux thèmes d'intérêt européen par les citoyens de l'Union. Commandités par la Commission, ces sondages permettent par exemple de tester l'impact d'une politique sur les opinions nationales. Ils peuvent aussi alimenter la politique d'information sur l'Union européenne. Placés à la disposition des responsables politiques nationaux, des chercheurs, des médias et du grand public, ils constituent un outil de transparence et alimentent le débat public permettant de mieux connaître les préoccupations des Européens et leurs réactions sur les sujets qui les concernent.

Figure 16 : Entre perceptions et attentes sur le budget de l'UE en 2015

Écarts en points entre attentes et perceptions par poste.



Lecture : 41% des personnes interrogées souhaiteraient que la santé publique soit un domaine prioritaire pour le budget de l'UE, pour 12% qui estiment que c'est le cas. Soit un écart de 29 points.

"A votre avis, dans lequel des domaines suivants l'UE utilise-t-elle la plus grande partie de son budget ?". Quatre réponses maximum.

"Et parmi les domaines suivants, quels sont ceux, selon vous, dans lesquels l'UE devrait utiliser son budget ?". Quatre réponses maximum.

Source : Eurobaromètre Standard 83, printemps 2015.

Quelles sont les différentes formes d'Eurobaromètres ?

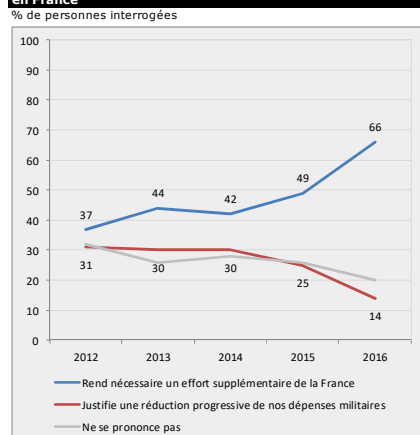
- **L'Eurobaromètre standard** : publié deux fois par an depuis 1973, il permet de dégager les tendances à long terme de l'opinion publique en Europe. Chaque étude représente environ 1 000 entretiens en face à face dans chaque Etat membre et dans chaque pays adhérent ou candidat (sauf Allemagne : 1 500, Royaume-Uni : 1 300, Luxembourg : 500, Malte : 500).
- **Les Eurobaromètres spéciaux** sont basés sur des études approfondies thématiques réalisées pour divers services de la Commission européenne ou d'autres institutions de l'UE et intégrés dans les vagues de sondages Eurobaromètre Standard (récemment : résistance aux antibiotiques, produits et services financiers, plateformes en ligne, perception et sensibilisation sur la transparence des aides d'Etat).
- **Les Eurobaromètres Flash** sont des entretiens téléphoniques ad hoc thématiques réalisés à la demande de tout service de la Commission européenne. Ils permettent à la Commission d'obtenir des résultats relativement rapidement si nécessaire et de se concentrer sur des groupes cibles spécifiques (récemment : l'utilisation des places de marché en ligne et moteurs de recherches par les PME, l'introduction de l'euro dans les Etats membres n'ayant pas encore adopté l'euro, les PME européennes et l'économie circulaire).
- **Les études qualitatives** examinent en profondeur les motivations, les sentiments, les réactions de groupes sociaux choisis à l'égard d'un sujet donné ou d'un concept, en écoutant et analysant leur façon de s'exprimer dans des groupes de discussion ou d'entretiens non-directifs (récemment : la promesse de l'UE, étude sur les parties prenantes, l'opinion publique sur les futures innovations de la science et de la technologie).

Perspectives d'évolution du budget de la défense français

La récente montée des menaces et des attentats terroristes sur le territoire français ou de pays voisins conduit les Français à juger la situation sécuritaire actuelle comme largement propice à une augmentation du budget français de la défense. Interrogés par la DICOD en 2016, les Français sont 66 % à estimer que les dépenses militaires doivent augmenter, compte tenu de la situation sécuritaire (Figure 17).

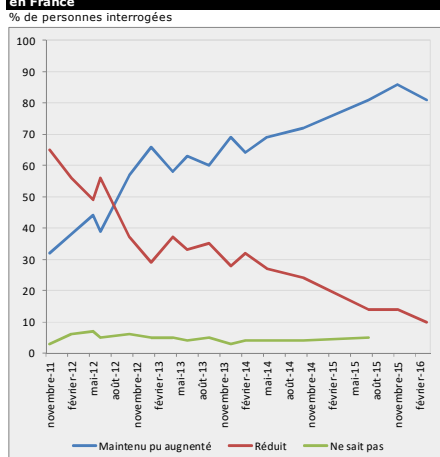
Même lorsqu'on leur rappelle le contexte d'objectif de réduction des déficits publics, les Français interrogés par la DICOd accordent une grande importance au maintien ou à l'augmentation du budget de la défense, avec même une hausse de la part de personnes en faveur du maintien ou de l'accroissement du budget de défense à partir de 2014. Un pic a été atteint en novembre 2015 (86 % des personnes interrogées favorables), dans un contexte de récents attentats perpétrés en France et qui se situe dans une tendance de long terme entamée depuis début 2014 (Figure 18).

Figure 17 : Perception de la situation sécuritaire actuelle en France



Echantillon de 1053 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.
* Pensez-vous que la situation sécuritaire actuelle, justifie une réduction progressive de nos dépenses militaires ou qu'elle rende nécessaire un effort supplémentaire des français ?
Source : baromètre externe, juin 2016 (IFOP-DICoD).

Figure 18 : Évolution du jugement sur le budget alloué à la Défense en France



Echantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.
Dans un contexte de réduction des déficits publics, pensez-vous que le budget de la défense doit être ?
Source : baromètre des opérations extérieures, vague 34, mars 2016 (IFOP-DICoD).

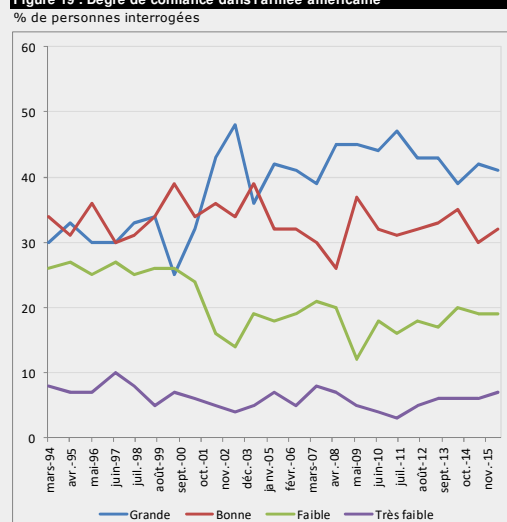
OPINION PUBLIQUE AMÉRICAINE

Aux États-Unis, tandis que la confiance dans beaucoup d'institutions américaines a chuté au cours du temps, la confiance dans l'armée est toujours demeurée forte. 73 % des Américains avaient confiance dans l'armée en juin 2016, soit un niveau équivalent à celui constaté en mai 2004 (75 %). Le maximum avait été atteint en mars 1991 (85 %), juste après la première guerre du Golfe. Entre 1975 et début 2001, la confiance dans l'institution a été de 63 % en moyenne. Depuis le 11 septembre 2001, la moyenne atteint 75 %.

Depuis 1998, l'armée se situe au premier rang des institutions en termes de confiance, cinq points au-dessus de la « *Small Business Administration* ⁽⁶⁾ » et dix-sept points au-dessus de la police (Figures 19 et 20).

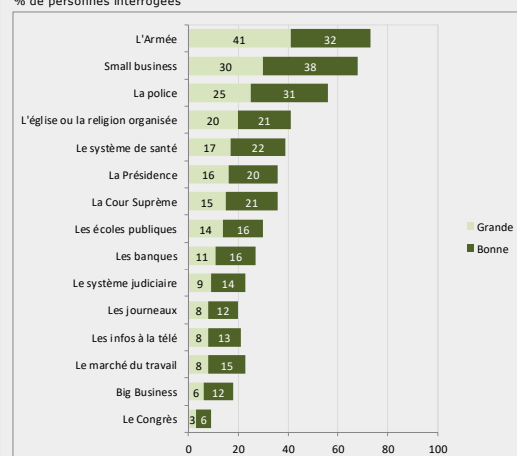
(6) La *Small Business Administration* est une agence indépendante du gouvernement américain ayant pour but d'aider, conseiller, assister et protéger les intérêts des petites entreprises (<https://www.sba.gov>).

Figure 19 : Degré de confiance dans l'armée américaine



Source : GALLUP.

Figure 20 : Degré de confiance dans les institutions américaines (juin 2016)



* Je vais vous citer une liste d'institutions de la société américaine. Merci de m'indiquer quelle confiance vous accordez à chacune d'elles ?
Source : 1-5 juin 2016, GALLUP.

Pour aller plus loin

- Aldrin P., *L'invention de l'opinion publique européenne : Genèse intellectuelle et politique de l'Eurobaromètre (1950-1973)*, Politix, De Boeck Supérieur, 2010, 23 (89), pp. 79-101.
- Aldrin P., *The eurobarometer and the making of european opinion, Perceptions of Europe*, EPCR, pp.17-34, 2011.
- Aldrin P., *Les Eurobaromètres, entre science et politique*, dans Gaxie D., *L'Europe des Européens, Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Economica, pp. 20, 2011, *Études politiques*.
- Bréchon P., *Les grandes enquêtes internationales (Eurobaromètres, Valeurs, ISSP) : apports et limites*, L'année sociologique 2002/1, vol. 52, 2002.
- Dicod, *Chroniques de la défense selon les Français - 30 ans d'Histoire en sondages*, Ministère de la Défense (France), 2014
- Everts P., Sinnott R., *Opinion publique, défense européenne et intervention militaire*, Revue internationale et stratégique 2002/4 n° 48, 2002.
- Jankowski B., *Opinion publique et armées à l'épreuve de la guerre en Afghanistan*, Études de l'IRSEM, février 2014.
- Hartley T., Russett B., *Public opinion and the Common Defense : who governs military spending in the United States ?*, The American Political Science Review, vol. 86, n° 4, December 1992.
- Hatto R., Tomescu O., *La perception de la Défense française chez nos alliés*, Études de l'IRSEM, n° 5, 2010.
- Hatto R., Muxel A., Tomescu O., *Enquête sur les jeunes et les armées : images, intérêt et attentes*, Études de l'IRSEM, n° 10, 2011.
- Höpner M., Jurczyk B., *How the Eurobarometer Blurs the Line between Research and Propaganda*, MPIfG Discussion Paper 15/6, Max Planck Institute for the Study of Societies, Cologne, October 2015.
- Manigart P., *L'opinion publique belge et la politique de Défense*, Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 1595, octobre 1998.
- Manigart P., *L'opinion publique et l'Europe de la Défense*, communication pour le symposium « Opinion publique et Europe de la Défense : convergence ou divergence ? », Ministère de la Défense (Belgique), Bruxelles, 3-4 avril 2001.
- Général de corps d'armée (2S) Jean-Paul Perruche, *Défense européenne et information des citoyens*, Études de l'IRSEM, janvier 2013.

DERNIERS ECODEF PARUS

La fréquentation touristique liée aux commémorations de la Grande Guerre dans la région de Verdun
EcoDef Etudes n° 84, novembre 2016
Au troisième trimestre 2016, l'indice de traitement brut des militaires est stable
EcoDef Conjoncture n° 85, décembre 2016

A PARAÎTRE

Les dépenses des administrations publiques en Europe : le poids de la défense - EcoDef Statistiques

Observatoire Économique de la Défense (SGA/DAF/OED)
Balard parcelle Ouest
60 Boulevard du Général Martial Valin • CS 21623 • 75509 Paris CEDEX 15
Directeur de la publication : Christophe Mauriet
Rédacteur en chef : Christian Calzada
Pour vous abonner > Mél : daf.oed.fct@intradef.gouv.fr

Impression > SGA/SPAC/PGP
IISN 1293-4348